

ÉCONOMIE & POLITIQUE

Les richesses du Groenland faciliteront l'indépendance

Les habitants du Groenland ont voté massivement pour le parti indépendantiste d'extrême-gauche aux législatives locales de ce mardi. Ils veulent désormais profiter des nouvelles richesses pétrolières et minières qu'on leur promet pour obtenir l'indépendance.

Le Groenland file tout droit vers l'indépendance. Mardi, des élections anticipées pour le renouvellement du Landsting, le parlement local, ont accordé une victoire déterminante au parti indépendantiste d'extrême-gauche Inuit Atoqatugit. Avec 43 % des suffrages (une progression de 21,3 %), il devrait pouvoir donner son empreinte à la politique de l'île. Et ouvrir la route pour la séparation avec le Danemark dont il dépend toujours, malgré une très large autonomie.

Un combat sans doute disproportionné dans cette île de plus de 2 millions de km² (plus de trois fois la France), dont 80 % de glaces, habitée par à peine 57 000 personnes. Au fil du temps, la population autochtone a vu le royaume danois accepter de lâcher du lest. En novembre dernier, par référendum, l'île d'ailleurs opté pour une autonomie élargie qui lui a donné le contrôle de 32 nouveaux domaines.

LE NŒUD DE L'INDÉPENDANCE

« À l'exception de la monnaie, de la justice et de la politique de défense, le Danemark n'a plus guère d'influence », note Frédéric Lasserre, professeur au département de géographie de l'université Laval (Québec).

Le problème c'est que pour être indépendant, le pays a besoin de ressources. »

Or, actuellement, la moitié de son budget de fonctionnement provient des subsides annuels octroyés par la grande sœur du



© Gamma

continent (plus de 450 millions d'euros). Pour la population locale, l'essentiel de l'activité économique se résume à la pêche dont 87 % de la production est exportée.

Mais aujourd'hui, les liens font le pari du réchauffement climatique. En fondant rapidement, la masse glacière a laissé entrevoir

des perspectives d'exploitation de ressources d'hydrocarbures et de minerais. Selon des études récentes, la région située à l'intérieur du cercle arctique recèlerait 13 % des gisements pétroliers et 30 % des champs gaziers encore à découvrir. Un nouvel eldorado dont le Groenland entend tirer profit.

« Il faut cependant bien voir qu'il

ne s'agit là que d'estimations qui n'ont pas encore été confirmées par des études géologiques plus poussées », insiste Frédéric Lasserre. Des premières tentatives de forage dès les années 1970 et 1980 n'ont effectivement donné aucun résultat. « La technologie a évolué et il est probable qu'il y ait un certain potentiel d'hydrocarbures à ex-

“

Pour pouvoir assumer son indépendance, le Groenland doit trouver de nouvelles ressources qui remplaceront les subsides octroyés par le Danemark.

Frédéric Lasserre

ploiter au niveau du Groenland », note quand même le professeur québécois.

ORET DIAMANTS

Confiant dans leur nouveau potentiel de ressources, les Inuits, qui forment l'essentiel de la population, cherchent aussi à mieux exploiter des ressources minières jugées importantes. Ils ont déjà ouvert les premières mines au XIXe siècle mais l'activité reste assez marginale sur le PIB.

« Il y a des prospections au niveau du diamant, de l'or, du zinc ou du cuivre », explique Frédéric Lasserre. Les recherches ont été gelées à cause de la crise mais le gouvernement tente d'attirer des compagnies minières au Groenland. Alcoa, leader mondial de l'aluminium, tente d'ailleurs d'y monter un projet industriel géant qui pourrait employer plus de 5 000 personnes.

Un énorme dilemme pour ce pays : il sait qu'il risque d'être un des territoires qui subira en premier les conséquences du réchauffement mais tente un développement industriel qui ne fera que l'accroître. « Les Inuits estiment en fait qu'ils ne pourront pas l'empêcher et essaient donc de transformer cette contrainte en avantage », note le Québécois.

Mais le plus étonnant, finalement, c'est que malgré ce nouveau potentiel économique, le Danemark accepte bon gré mal gré de laisser l'ancien territoire viking vivre sa propre vie. Au risque même de le voir rapidement passer sous influence économique américaine. ■ **Jean-Michel Lalieu**

La récession en Belgique moins forte que dans la zone euro

Le PIB de la zone euro s'est contracté de 2,5 % au premier trimestre 2009, soit le recul le plus net depuis la création de la zone en 1999, selon les données d'Eurostat. Cette baisse est supérieure à celle des États-Unis, où elle s'est chiffrée à 1,5 %, mais moins grave que celle de 4 % enregistrée au Japon. Sur un an, le PIB de la zone euro a enregistré une baisse de 4,8 %, contre -2,5 % aux États-Unis et -9,1 % au Japon.

La Belgique est pour l'heure un peu moins durement touchée que les autres pays de la zone euro, avec un recul de 1,6 % au premier trimestre et de 3,0 % sur un an. Moteur économique de la zone, l'Allemagne a enregistré au premier trimestre une chute spectaculaire de -3,8 %. L'Italie (-2,4 %), le Royaume-Uni (1,9 %), l'Espagne (-1,9 %) et la France (-1,2 %) ont aussi enregistré également des croissances négatives. En moyenne, les pays dotés de la monnaie unique ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de repli de l'activité.

La situation n'est pas plus rose dans l'UE-27, où le PIB a chuté de 2,4 % au premier trimestre et de 4,5 % sur un an. ■ **Belga**

LE MANQUE DE DÉFIS SUITE À LA CRISE DONNE LA BOUGOTTE AUX PROFILS HAUTEMENT QUALIFIÉS

Un haut qualifié sur quatre a envie de changer d'employeur

ÉTUDE

Les personnes à forte qualification ont davantage envie de changer d'emploi en cette période de crise. C'est la conclusion étonnante d'Insilencio, une entreprise de marketing en RH pour employeurs.

Sur les 1 020 hauts diplômés actifs interrogés en avril, 23 % se voient changer d'emploi dans l'année. Alors qu'ils n'étaient que 7 % fin 2007. « L'intention de changer à plus long terme s'est aussi accrue (voir graphique). Mais ceci est relativement logique. Certaines personnes ont pris conscience que l'environnement économique peut changer », explique Tom De Wachter consultant pour Insilencio. Il faut aussi tenir compte que la génération Y (née après 1980) grandit sur le marché de l'emploi. Et elle a l'habitude de changer de fonction régulièrement.

Est-ce l'insécurité qui pousse les hauts qualifiés à vouloir changer d'emploi ? « Et bien, étonnamment non. Nous avons noté que 70 % de ceux qui envisagent de

changer d'employeur sont sûrs de garder leur emploi actuel. Si les hautement qualifiés souhaitent changer d'emploi c'est donc par manque de satisfaction », répond Tom De Wachter.

Avec la crise, de nombreux employeurs ne savent plus tenir leurs promesses de promotion, salariale ou de nouveaux projets. Résultat, les employés qualifiés s'ennuient. L'étude d'Insilencio

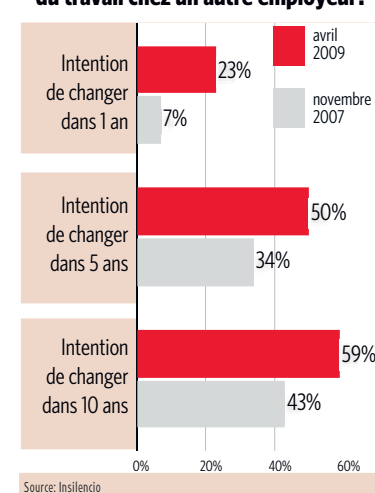
montre que le nombre d'insatisfaits passe de 19 à 26 %. À l'inverse la proportion de satisfaits se réduit de 20 à 15 %.

Bien sûr, la crise affecte toutes les entreprises. L'herbe n'est pas plus verte ailleurs. « Les qualifiés veulent changer de job d'abord pour changer d'employeur. Et éventuellement pour remplir un nouveau défi si l'opportunité se présente. Mais ils sont bien

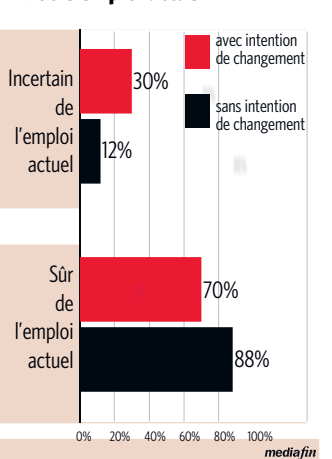
conscients qu'ils ne trouveront pas le job de leur rêve maintenant. D'ailleurs les prétentions salariales sont stables par rapport à 2007 », note le consultant.

Chercher un emploi en période de crise n'est pas une sinécure. Pourtant, 73 % des candidats hautement qualifiés estiment qu'ils retrouveraient un emploi s'ils étaient virés dans les 3 mois. Excès d'optimisme ou prétention ? « C'est une impression des candidats. Mais de notre côté, nous voyons aussi que les entreprises ont encore de nombreuses offres d'emploi. Elles sont moins nombreuses qu'avant et peut-être plus spécialisées. En fait, les sociétés ont encore des postes vacants pour lesquels elles n'ont pas trouvé de candidat l'an passé. En 2007 et 2008, les gens ne voulaient pas bouger. Maintenant ils sont plus ouverts », explique Tom De Wachter. Les entreprises peuvent donc plus facilement recruter. Mais le risque est aussi plus grand de perdre des employés, particulièrement chez ceux qui ont 3 à 5 ans d'expérience. Ceux-là ont envie de défi. Le marché de l'emploi qualifié est donc nerveux. ■ **S.D.**

Dans quel délai pensez-vous trouver du travail chez un autre employeur ?



Etes-vous sûr de pouvoir maintenir votre emploi actuel ?



Davantage d'éthique. Promis. Juré ?



Une large majorité de candidats aux élections régionales de dimanche est prête à insuffler davantage d'éthique en politique. Ces candidats sont demandeurs pour aller plus loin en matière de cumul de mandats en réglementant par une loi. Ils sont prêts à introduire une déclaration de revenus et avantages liés aux mandats privés. Et une moitié souhaite imposer aux élus de siéger dans l'assemblée qu'ils briguent. C'est en tout cas ce que veut croire Transparency International Belgium (TI). Cette ONG, spécialisée dans la lutte contre la corruption, a sondé les prétendants à l'élection. Voilà qui tombe bien : le scandale Donfut a placé la mauvaise gouvernance au cœur de la campagne. Pour autant, on se gardera de tout excès d'enthousiasme à la lecture de

l'enquête de TI. D'abord car se déclarer favorable à davantage d'éthique ne coûte rien. Passer aux actes, c'est autre chose... Ensuite car, dans le lot de répondants, les écologistes sont largement surreprésentés. 142 candidats Ecolo ont répondu à l'enquête de TI, contre 61 pour le PS, 59 pour le MR et 58 pour le cdH. Or, les Verts sont aussi ceux qui se déclarent massivement en faveur de mesures éthiques beaucoup plus strictes. Même phénomène en Flandre où 43 candidats Groen ! ont répondu, contre seulement 17 du CD & V par exemple. Les résultats globaux de ce sondage sont donc totalement biaisés. Ce qui n'empêche pas certaines réponses amusantes. Exemple : à la question « Pensez-vous que les subventions soient attribuées par les services publics de façon transparente ? », les candidats PS wallons répondent oui « tout à fait » ou « dans la plupart des cas » à 95 %. Les candidats MR qui partagent ce point de vue sont... 5 % ! ■

A.Nx

Accord fiscal entre Paris et Luxembourg

Le Luxembourg, pays qui figure sur la liste « grise » des paradis fiscaux, a signé mercredi à Paris avec la France un accord permettant la levée du secret bancaire dans les échanges d'informations fiscales. En cas de demande de l'administration française sur un « dossier suspect », l'autorité fiscale luxembourgeoise devra fournir toutes les informations nécessaires sans se retrancher derrière le secret bancaire, ce qui jusqu'à présent était plutôt un principe de fonctionnement.